



Paris, le 15 février 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les pouvoirs publics dépassés par l'expansion incontrôlée du loup !

A peine un an après la sortie de son plan loup 2018/2023, l'Etat s'aperçoit qu'il ne contrôle plus la population des prédateurs ni les dégâts sur les troupeaux. De plus, l'attaque d'un loup survenue le 14 février 2019 dans un camping sur la commune de Bormes-les-Mimosas dans le Var est la preuve de la prolifération de l'espèce jusqu'aux portes des villes. Le responsable technique du camping et quatre gendarmes ont été « chargés » par ce loup menaçant qui a été finalement abattu, après avoir semé la peur dans toute la ville. Le loup n'a aujourd'hui plus peur de l'homme !

La forte régression des moyens de défense des éleveurs au nom d'objectifs toujours renforcés d'augmentation de la population de loups a conduit à cette situation alarmante et au rétropédalage inévitable du gouvernement. La réunion du groupe national loup qui s'est tenue ce vendredi 15 février à Lyon en a été le révélateur.

Cette situation catastrophique, traumatise les éleveurs et leurs familles, saigne les économies locales et accentue la désertification des territoires ruraux.

FNSEA/JA/FNO/FNB/APCA n'ont cessé de dénoncer ce gâchis social, économique, environnemental, et territorial en étant force de propositions auprès du ministère de l'Agriculture et de l'alimentation et du ministère de la Transition écologique et solidaire. L'entêtement de ce dernier est particulièrement assourdissant.

A l'heure du grand débat national, le gouvernement veut-il vraiment entendre la douleur des éleveurs et des élus des communes pastorales confrontées à la présence des prédateurs qui monte des territoires ?

FNSEA/JA/FNO/FNB/APCA qui viennent d'obtenir la réouverture du plan loup exigent que celui-ci soit amendé pour aboutir à zéro attaque. Cela passe par une simplification de tirs de défense et de prélèvement pour permettre pour toutes les éleveuses et tous les éleveurs, sur tous les territoires, de défendre leurs animaux contre le loup avec l'aide des louvetiers et des chasseurs.

C'est ce qu'ils ont martelé à Lyon ce jour à la réunion du groupe national loup et qu'ils continueront de marteler tant que le respect et la considération dus aux éleveurs par les administrations nationales ne seront pas effectives.

Contacts

APCA : Iris Roze – 01 53 57 10 51

FNB : Eric Chapelle - 06 72 91 60 04

FNO : Marlène Bezamat : 06 03 99 62 07

FNSEA : Marion Fournier - 07 60 29 56 17

JA : Thomas Debrix – 06 68 66 15 83